

ÉDITORIAL

Après les résultats du « grand débat », dûment orchestré pour ne déboucher sur rien, la bataille à mener reste entière. Décidément, ce gouvernement est obstinément sourd à tout appel au changement de sa trajectoire ultra-libérale ! Malgré 7 journées d'action des retraités depuis l'augmentation de la CSG en janvier 2018, malgré nos demandes répétées

auprès des instances de la République, malgré nos pétitions, nos entrevues en préfecture et auprès des députés de la majorité, la seule « réponse » apportée est l'exonération de la hausse de 25 % de la CSG pour les pensions de moins de 2 000 €...



Après avoir essayé de monter les actifs contre les retraités (il persiste et signe, d'ailleurs, à travers le financement de la dépendance par une seconde journée travaillée gratuitement par les salariés), ce gouvernement tente à présent de semer la zizanie entre les retraités eux-mêmes. La ficelle est grosse, mais certains risquent de tomber dans le panneau, affaiblissant notre mouvement revendicatif en divisant nos forces. Sur nos autres revendications, aucune avancée significative.

Le 20 juin 2019, à l'occasion du dépôt des pétitions à l'Elysée par l'Intersyndicale nationale, nous nous sommes rassemblés (en intersyndicale locale, bien sûr) place de Verdun, puis nous avons été en manif jusqu'à la Préfecture. Intervenant juste après les élections européennes, nous espérons une symbolique assez forte avant la « trêve » des vacances d'été. Il faut montrer que nous ne baisserons pas les bras, et que notre volonté d'amélioration sociale pour tous est sans faille.

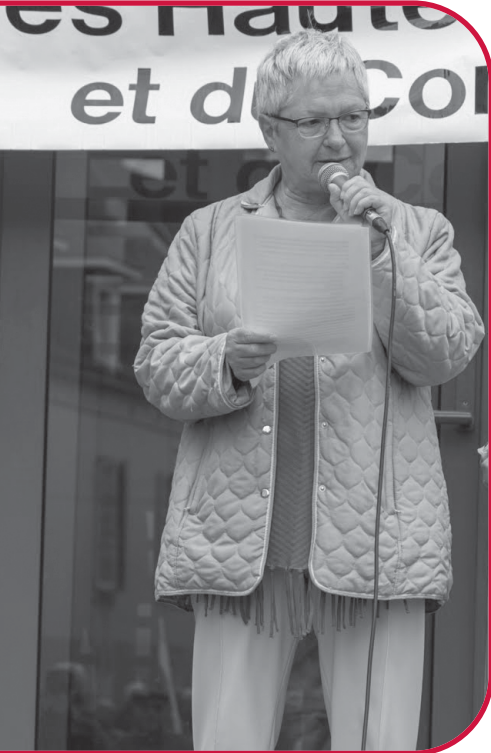
Quand vous lirez ces lignes, la fête des retraités aura sans doute eu lieu, avec bon nombre d'entre vous, j'espère, et nous en ferons le compte-rendu dans le prochain numéro.

Prenez soin de vous

Pierre Lecourt

Manifestation des retraités

du 11 avril 2019



Prise de parole

Et oui M. Macron, nous sommes toujours là !

Pour nous faire écouter d'un gouvernement qui ne veut pas nous entendre... Et bien pire, qui nous méprise d'une telle force, qu'il va jusqu'à risquer que cela se retourne contre lui : nos descendants en ont marre de nous voir rabroués par Macron et sa clique... Eux savent bien que la solidarité, le respect des autres et le don de soi sont dans nos gênes, et que sur ces plans-là, nous n'avons pas de leçons à recevoir d'un petit hobereau frais émoulu de l'ENA, haut lieu de la « justice sociale » s'il en est !!! La colère va gronder dans toutes les tranches d'âge de notre pays !

Et oui M. Macron, nous sommes toujours là !

Non content d'avoir diminué drastiquement nos souvent faibles revenus (via la hausse de 25 % de la CSG, le gel de nos pensions en 2018 avec une inflation de 2,7 %, la réévaluation de celles-ci de 0,3 % en 2019, j'en passe et des meilleures), ne voilà-t-il pas

que le coût de la dépendance sera supporté en partie par la prolongation, voire l'augmentation du RDS, en plus de la CASA, donc par l'augmentation de nos cotisations, en plus de la mise à contribution de nos familles, souvent déjà en difficulté ! Quelle honte pour une société « dite évoluée », d'être incapable de s'occuper de ses anciens, qui ont tant donné pour elle... Les populations les plus « soi-disant » primitives, voire même les animaux, ont plus de considération pour leurs aînés.

Mais l'injustice de ce gouvernement ne s'arrête, hélas, pas à nous seuls...

Il attaque également l'existence même de nos services publics, privatisant tout ce qui peut être (contrairement à ses dires) rentable : SNCF, Hôpitaux, Aéroports, chantiers navals, et tout le reste... Le service public n'a pas à être rentable, c'est sa définition ; il est au service de toute la population, qui cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Nous nous éloignons de plus en plus de ce concept, et le résultat se fait déjà sentir : des centaines de milliers de gens ne peuvent plus se soigner, faute de pouvoir payer une mutuelle santé de plus en plus chère au fil de l'âge, le nombre de « vrais » pauvres ne cesse d'augmenter, de plus en plus de gens survivent tant bien que mal dans la rue, le chômage ne cesse de s'accroître. Particulièrement dans notre département, la désindustrialisation s'accélère, les salaires stagnent... Mais où donc est-elle, cette soi-disant reprise dont se félicitent nos dirigeants ? Pas ici, en tout cas.

Avec les 13 nouvelles régions et la poussée des métropoles urbaines, les départements ruraux sont condamnés à se désertifier, tant économiquement que socialement. Le peu de médecins daignant pratiquer chez nous sont souvent en dépassement d'honoraires, les délais de rendez-vous rebutants, les urgences débordées...

Manifestation des retraités

Suite de la prise de parole...

En matière de transports, c'est également la misère : De moins en moins de trains (même des députés LaREM s'en émeuvent !), de rares cars... Financièrement, sans parler de la faiblesse de nos revenus, les remboursements médicaux diminuent, les cotisations santé augmentent, le coût des transports et des énergies de base ne cessent de croître outrageusement, au gré des dividendes versés aux actionnaires.

Dans le même temps, il reste hors de question de faire payer les plus riches : pas de rétablissement de l'ISF, pas de chasse à l'évasion fiscale chronique, toujours plus d'argent distribué aux entreprises sans aucune contrepartie (ce ne sont pas les salariés de TOUNOT à Lourdes qui nous contrediront).

Oui nous sommes toujours là !

Contre tout cela, ne baissons pas les bras ; les mouvements sociaux de tous bords s'intensifient, les prises de conscience augmentent, le refus de l'ultralibéralisme monte en pression, l'ère du capitalisme montre ses limites.

Oui, nous sommes toujours là pour réclamer encore et encore :

La suppression de la hausse de la CSG pour tous les retraités.

La revalorisation de toutes les pensions en fonction de l'évolution des salaires et le rattrapage des pertes subies depuis 2014.

Un minimum de pension à hauteur du SMIC pour une carrière complète.

Le maintien et l'amélioration des pensions de réversion.

La prise en charge de la perte d'autonomie à 100 % par la Sécurité Sociale.

Retraités, continuons le combat, participons le plus possible à toutes les luttes, signons la carte pétition, montrons-lui que nous ne sommes pas dupes de son « grand débat ». Informons, motivons les populations pour que notre cause, et nos revendications de justice sociale aboutissent au plus vite, et pour le plus grand nombre.



Assemblée Générale

SECTION RETRAITES CGT-FAPT 65



L'AG annuelle de notre section Retraités s'est tenue le 22 mars.

Les camarades Pierre Lecourt secrétaire de l'USR et Angélique Samaran secrétaire départementale y ont participé.

Le rapport d'introduction à la discussion, présenté au nom du bureau sortant, a traité de la situation économique et sociale du nécessaire renforcement de notre section.

D'année en année, la situation ne cesse de se dégrader ; toutes les conquêtes sociales sont sous le feu du patronat et du gouvernement.

Macron veut instaurer une société fondée sur un système économique où les intérêts priment sur les besoins fondamentaux de l'être humain.

Cette politique nourrit la colère des retraités qui luttent avec la CGT et d'autres organisations pour la santé, le financement des retraites, le pouvoir d'achat, l'emploi, le service public.

Elle a été également le déclencheur de la colère des « gilets jaunes » revendiquant plus de justice sociale.

La discussion a plus particulièrement porté sur l'impérieuse nécessité d'améliorer le pouvoir d'achat des retraités et de maintenir une protection sociale de haut niveau.

Certains camarades sont intervenus dans la discussion par rapport à l'action des « gilets jaunes » estimant que la CGT doit y participer pour exprimer et débattre des revendications qu'elle porte pour les retraités et les salariés.

Certains camarades considèrent quant à eux que la priorité est au développement des luttes sur le lieu de travail. Les camarades ont cependant exprimé la nécessité de développer les luttes en convergences revendicatives avec les salariés avec les salariés actifs.

Le point a été fait sur l'état de nos forces organisées que nous devons renforcer pour peser de tout notre poids dans les luttes. La continuité syndicale est un des éléments de ce renforcement de la CGT ; nous la suivons en lien étroit avec notre syndicat départemental.

L'AG s'est terminée par l'élection du bureau composé de 8 camarades dont 2 femmes. La parité femmes/hommes est encore à gagner.

Un repas fraternel a clôturé notre AG.

Pour le bureau, C. LOGER